REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 19 au 25 janvier 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Interviews du SG de la COI.....2
- « Il faut penser différemment au développement »

1.2 Santé : réseau SEGA.....3
- Approvisionnement en vaccin : la COI étudie un troisième plan de riposte
- Lutte contre la pandémie de Covid-19 - La COI remet des réactifs PCR aux Seychelles
- Coronavirus - Seychelles : Lutte contre la pandémie de Covid-19 - La Commission de l'océan Indien (COI) remet des réactifs polymerase chain reaction (PCR) aux Seychelles
- La COI livre des réactifs PCR à l'agence de santé (HCA) des Seychelles

1.2 Changement climatique.....8
- Aladin pour de meilleures prévisions météorologiques dans l'océan Indien
- S'appuyer sur ALADIN pour faire face au changement climatique

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement.....10
- Des participants formés à la protection des écosystèmes côtiers et marins
- Madagascar perd 100 000 ha de forêts par an

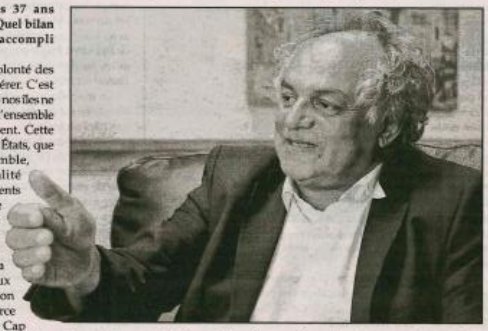
2.2 Santé.....12
- 106 positive Covid-19 cases
- Les autorités sanitaires confirment la présence de variant Sud-africain
- Covid-19 : 6 nouveaux décès, 442 nouveaux cas, le taux de positivité en hausse
- Covid-19 : trois membres du corps médical et un personnel navigant de MK testés positifs

2.4 Tourisme.....16
- Pravind Jugnauth : « la priorité, redémarrer le secteur touristique »
- Secteur du tourisme : 2021 s'annonce encore plus compliquée que 2020

Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI :

« Il faut penser différemment au développement »

2021 devrait être une année avec de nouveaux projets structurants pour les îles de l'océan Indien. Dans cet entretien, Vêlayoudom Marimoutou, le nouveau secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), revient sur les accomplissements de l'organisation et évoque les projets prévus cette année.



■ La COI a fêté ses 37 ans d'existence le 10 janvier. Quel bilan faites-vous du travail accompli jusqu'à présent ?

La COI est née de la volonté des États de la région de coopérer. C'est d'autant plus nécessaire que nos îles ne peuvent faire face seules à l'ensemble des défis du développement. Cette conscience renouvelée des États, que nous devons faire ensemble, est encore plus d'actualité aujourd'hui dans les moments de crise, afin de réaliser une vision d'une Indianocéanie intégrée, prospère, innovante et pacifique. L'impulsion de la COI a permis de créer des réseaux régionaux, comme l'Union des Chambres de commerce de l'océan Indien devenue Cap Business océan Indien, l'Association des îles Vanille, l'Association des ports des îles de l'océan Indien, entre autres. Elle a conduit à plus de 50 projets de coopération qui ont couvert de nombreux secteurs : pêche, environnement, climat, énergies, santé, culture, commerce et connectivité. Les résultats sont nombreux, mais pas aussi visibles que des ponts et des routes, il est vrai.

La COI a renforcé la gouvernance des pêches à travers des programmes sur le marquage de thons permettant d'avoir une base scientifique toujours utilisée pour la gestion des stocks halieutiques, sur la gestion des filières comme la pêche à l'ourite à Rodrigues avec des saisons de fermeture aux résultats économiques, écologiques et sociaux importants ou encore sur la lutte contre la pêche illégale. Avec l'accompagnement de la COI, six opérateurs régionaux des télécommunications ont installé le câble internet le plus puissant de la région, METISS. J'ai assisté à l'atterrissement du câble à Maurice avec les équipes d'Emtel et de CEB FiberNet, les deux membres mauriciens du consortium. Notre coopération en santé aussi a montré son utilité contre l'épidémie de la fièvre aphteuse à Maurice et face à la pandémie de la Covid-19 avec l'Agence française de développement (AFD) par l'envoi de matériels et équipements médicaux. La COI a renforcé les capacités des femmes et jeunes entrepreneurs, des administrations nationales, des ONG et des réseaux communautaires travaillant à la gestion durable des écosystèmes. Avec l'Union européenne, nous avons cofinancé des projets concrets d'énergie durable au plus près des communautés, notamment en milieu rural à Madagascar, parmi autres projets.

■ En tant que nouveau secrétaire général de la COI, vous prévoyez de réconcilier deux agendas, en l'occurrence économique et environnemental aux fins du développement durable. Parlez-nous de votre intégration et des démarches entreprises jusqu'ici en vue d'atteindre les objectifs ?

Ces deux agendas sont interdépendants. Nous sommes dans une nouvelle ère géologique, l'anthropocène qui se définit par des bouleversements dus aux changements globaux, dont la croissance démographique, l'urbanisation, l'érosion de la biodiversité ou encore les dérèglements climatiques. L'espèce humaine est responsable de ces changements et des crises socio-écologiques majeures, nouvelles et importantes qui en découlent. Ceci est encore plus vrai pour les petits États insulaires en développement qui sont vulnérables par nature à ces bouleversements, plus particulièrement climatiques. Les changements globaux posent de vraies questions de durabilité à l'échelle de la planète et des écosystèmes, dont certaines sont particulièrement graves. Dans le cadre de la transition écologique aujourd'hui engagée, prendre des décisions dans des situations d'incertitude ou de controverse devra à terme mener à des changements de comportements individuels et collectifs. Cela nécessite un socle scientifique solide et en constante évolution, de sorte que les méthodes, les données, les connaissances qui en sont issues, de même que les contingences qui lui sont associées, soient comprises et partagées.

> **Nous promouvons l'économie circulaire, l'innovation, la démocratisation de l'accès à l'internet**

■ Les activités de la COI ciblent donc d'abord l'environnement de nos îles ?

Les actions de la COI sont connectées les unes aux autres : on parle de gestion durable des milieux naturels et des ressources parce que c'est une contribution directe à l'économie. Aujourd'hui, nous promouvons l'économie circulaire, l'innovation, la démocratisation de l'accès à l'internet et bien sûr, la connectivité régionale maritime, aérienne et numérique. Et dans un monde bouleversé par la Covid-19, il ne fait aucun doute qu'on doit penser le développement différemment, avec des circuits régionaux, la sécurité et la résilience de nos infrastructures ou encore des modes de production et de consommation responsables. Nos projets avec l'AFD, l'Union européenne, la Banque mondiale, le Japon ou encore le Système des Nations unies s'inscrivent dans cette dynamique. Tout est lié.

> **L'espèce humaine est responsable des changements et des crises socio-écologique majeures.**

■ Une nouvelle année vient de débuter. Quels sont les projets pour la COI et quels sont les délais fixés pour les concrétiser ?

Cette année, la COI signera de nouveaux projets avec ses partenaires. Avec l'AFD, ces projets portent sur la paix, la stabilité et la gouvernance démocratique, sur la lutte contre la pollution marine plastique et l'économie circulaire, sur les industries culturelles et créatives ou encore sur les services climatiques et les prévisions hydrométéorologiques. On peut y rajouter le projet FESTII sur la formation et l'enseignement supérieur pour la transition énergétique dans les territoires insulaires et en Indianocéanie. FESTII devrait pouvoir être dupliqué dans d'autres projets de la COI comportant un objectif de renforcement des capacités de nos États membres. Ce sera aussi le démarrage du projet de résilience côtière, RECOS, qui permettra d'appliquer dans des sites pilotes des solutions d'aménagement et de gestion basées sur la nature. Avec l'UE, les nouveaux projets en santé et pour l'entrepreneuriat et la coopération commerciale débuteront leurs activités. Nous signerons aussi des conventions de financement pour de nouvelles activités en faveur du climat et la réduction des risques de catastrophes naturelles. Avec le Japon, nous souhaitons poursuivre et amplifier notre action commune pour le renforcement de la connectivité régionale. C'est une action très diversifiée donc et, je l'espère, la promesse de bonnes moissons dans le moyen terme.

Propos recueillis par Fabrice Larétif
f.laretif@defimedia.info

Approvisionnement en vaccin : la COI étudie un troisième plan de riposte



L'éventualité de l'approvisionnement en vaccin contre la Covid-19 pour Maurice tient la population en haleine. Au niveau de la Commission de l'océan Indien (COI), on affirme réfléchir sur un troisième plan de riposte, qui tient en compte de l'arrivée des vaccins dans les îles de l'océan Indien.

Le Prof. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI, souligne l'importance de rester vigilant au moment où le virus prend de nouvelles dimensions à l'international. « Nous devons rester prudent et vigilants, car les diverses variantes du virus ne vont pas laisser de répit », fait-il ressortir. Ainsi, c'est dans cette optique que la COI prévoit un nouveau plan qui vise à répliquer face à la pandémie. Vêlayoudom Marimoutou affirme que « nous sommes en train de réfléchir à un troisième plan de riposte qui prend en compte l'arrivée des vaccins sur les marchés et dans les territoires ». Ce troisième plan devrait s'inscrire dans la continuité des actions fortes entreprises par la COI depuis l'arrivée de l'épidémie à Maurice. Cependant, ce plan nécessitera une meilleure coordination de l'action collective, la mobilisation des parties prenantes, y compris le secteur privé et la société civile.

La COI et son réseau SEGA – One Health (Surveillance épidémiologique et gestion des alertes, ndlr) étaient mobilisés dès février 2020. Dans la foulée, un premier plan d'urgence a été établi, complété rapidement par un second plan de riposte. La COI s'est appuyée sur la réactivité de l'Agence Française de Développement (AFD), pour la mise en œuvre de ces actions régionales qui ont permis de doter en équipements et matériels médicaux les États membres. Vêlayoudom Marimoutou souligne que l'Union Européenne s'est également positionnée en soutien avec un nouveau projet en santé publique pour renforcer les capacités d'intervention et de gestion des épidémies. Pour le Secrétaire Général de la COI, la santé publique est l'un des premiers leviers du développement économique et social et un des instruments de réduction des inégalités.

Lutte contre la pandémie de Covid-19 - La COI remet des réactifs PCR aux Seychelles

Victoria, le 22 janvier 2021 – La Commission de l'océan Indien (COI) livre ce 22 janvier 2021 des réactifs PCR à l'agence de santé (HCA) des Seychelles. Ce don permettra la réalisation de 2 500 tests Covid-19. Cette action en soutien aux Seychelles s'inscrit dans le plan de riposte de la COI soutenu par la France au travers de l'Agence française de développement (AFD) et son initiative « Covid19 – Santé en commun ». Pour Rappel, l'AFD a mobilisé 4,5 millions € pour appuyer les activités de la COI au bénéfice de ses États membres.
« Cette livraison arrive à un moment opportun suite à une recrudescence des cas de Covid-19 dans le pays. Les réactifs reçus renforceront les capacités diagnostiques de nos services. Ce nouveau don de la COI montre bien que la coopération de proximité de la COI est utile et concrète. Nous tenons aussi à remercier chaleureusement l'AFD pour le soutien au plan de riposte régional de la COI pour nos pays » - M. Jacques Belle, Officier permanent de liaison de la COI aux Seychelles.

En août 2020, la COI avait procédé à l'acheminement d'un premier lot de matériels et d'équipements : surblouses, combinaisons, lunettes et visières de protection, masques de protection de haute performance. D'autres matériels seront livrés prochainement pour renforcer les capacités nationales de réponse face à la Covid-19 et pour la prise en charge des malades, notamment des équipements destinés à renforcer les capacités d'analyse du laboratoire de Victoria et des respirateurs supplémentaires pour les services d'urgence.
« Partout, la pandémie de Covid-19 met sous pression les systèmes de santé. L'appui au plan de riposte de la COI et cette nouvelle livraison témoignent de la solidarité de la France envers les Seychelles et l'ensemble des Etats membres de la COI. C'est aussi un témoignage de l'importance d'une action régionale forte en santé publique qui est un bien public premier » - S.E.M. Dominique Mas, Ambassadeur de France aux Seychelles.

Coronavirus - Seychelles : Lutte contre la pandémie de Covid-19 - La Commission de l'océan Indien (COI) remet des réactifs polymerase chain reaction (PCR) aux Seychelles

La Commission de l'océan Indien (COI) livre ce 22 janvier 2021 des réactifs PCR à l'agence de santé (HCA) des Seychelles. Ce don permettra la réalisation de 2 500 tests Covid-19. Cette action en soutien aux Seychelles s'inscrit dans le plan de riposte de la COI soutenu par la France au travers de l'Agence française de développement (AFD) et son initiative « Covid19 – Santé en commun ». Pour Rappel, l'AFD a mobilisé 4,5 millions € pour appuyer les activités de la COI au bénéfice de ses États membres.

« Cette livraison arrive à un moment opportun suite à une recrudescence des cas de Covid-19 dans le pays. Les réactifs reçus renforceront les capacités diagnostiques de nos services. Ce nouveau don de la COI montre bien que la coopération de proximité de la COI est utile et concrète. Nous tenons aussi à remercier chaleureusement l'AFD pour le soutien au plan de riposte régional de la COI pour nos pays » – M. Jacques Belle, Officier permanent de liaison de la COI aux Seychelles.

En août 2020, la COI avait procédé à l'acheminement d'un premier lot de matériels et d'équipements : surblouses, combinaisons, lunettes et visières de protection, masques de protection de haute performance. D'autres matériels seront livrés prochainement pour renforcer les capacités nationales de réponse face à la Covid-19 et pour la prise en charge des malades, notamment des équipements destinés à renforcer les capacités d'analyse du laboratoire de Victoria et des respirateurs supplémentaires pour les services d'urgence.

« Partout, la pandémie de Covid-19 met sous pression les systèmes de santé. L'appui au plan de riposte de la COI et cette nouvelle livraison témoignent de la solidarité de la France envers les Seychelles et l'ensemble des Etats membres de la COI. C'est aussi un témoignage de l'importance d'une action régionale forte en santé publique qui est un bien public premier » – S.E.M. Dominique Mas, Ambassadeur de France aux Seychelles.

La COI livre des réactifs PCR à l'agence de santé (HCA) des Seychelles



La COI avait déjà livré aux Seychelles, en août 2020, un premier lot de matériels et d'équipements. - capture d'écran COI

Ce don, qui permettra la réalisation de 2 500 tests Covid-19, s'inscrit dans le plan de riposte de la Commission de l'océan Indien (COI) soutenu par la France au travers de l'Agence française de développement (AFD) et son initiative « Covid19 – Santé en commun ». L'AFD a mobilisé 4,5 millions d'euros pour appuyer les activités de la COI au bénéfice de ses États membres.

« Cette livraison arrive à un moment opportun suite à une recrudescence des cas de Covid-19 dans le pays. Les réactifs reçus renforceront les capacités diagnostiques de nos services. Ce nouveau don de la COI montre bien que la coopération de proximité de la COI est utile et concrète. Nous tenons aussi à remercier chaleureusement l'AFD pour le soutien au plan de riposte régional de la COI pour nos pays », explique Jacques Belle, Officier permanent de liaison de la COI aux Seychelles.

En août 2020, la COI avait procédé à l'acheminement d'un premier lot de matériels et d'équipements : surblouses, combinaisons, lunettes et visières de protection, masques de protection de haute performance.



Cette livraison arrive à un moment opportun suite à une recrudescence des cas de Covid-19. Elle fait partie de la stratégie de la COI qui avait déjà remis un premier

lot d'équipements à Maurice en aout 2020.

D'autres matériels seront livrés prochainement pour renforcer les capacités nationales de réponse face à la Covid-19 et pour la prise en charge des malades, notamment des équipements destinés à renforcer les capacités d'analyse du laboratoire de Victoria et des respirateurs supplémentaires pour les services d'urgence. « *Partout, la pandémie de Covid-19 met sous pression les systèmes de santé. L'appui au plan de riposte de la COI et cette nouvelle livraison témoignent de la solidarité de la France envers les Seychelles et l'ensemble des Etats membres de la COI. C'est aussi un témoignage de l'importance d'une action régionale forte en santé publique qui est un bien public premier* », se félicite Dominique Mas, ambassadeur de France aux Seychelles.

Pour plus d'information :

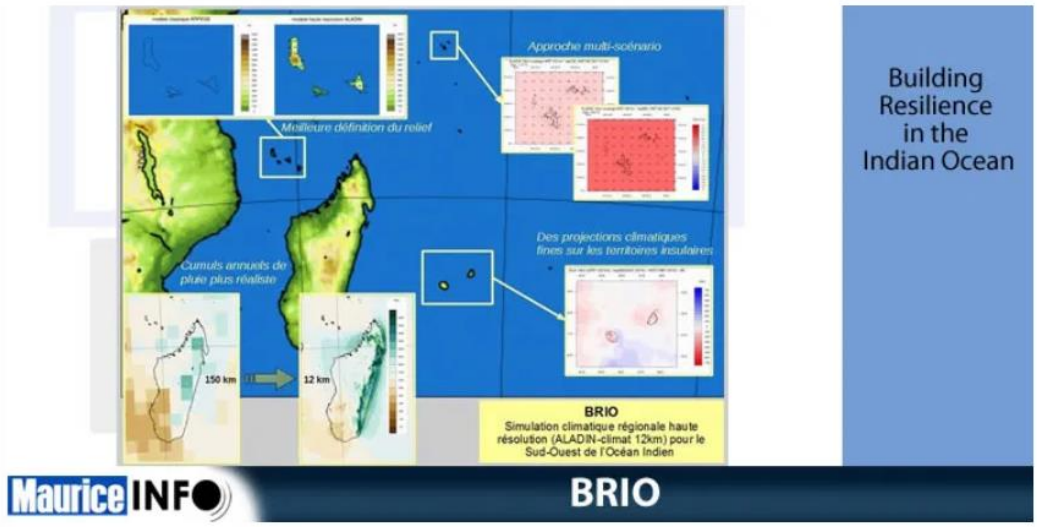
- Afropages - Coronavirus - Seychelles : Lutte contre la pandémie de Covid-19 - La Commission de l'océan Indien (COI) remet des réactifs polymerase chain reaction (PCR) aux Seychelles
- https://appablog.wordpress.com/2021/01/22/coronavirus-seychelles-lutte-contre-la-pandemie-de-covid-19-la-commission-de-locean-indien-coi-remet-des-reactifs-polymerase-chain-reaction-pcr-aux-seychelles/

Aladin pour de meilleures prévisions météorologiques dans l'océan Indien

La Commission de l'Océan Indien (COI) lance Aladin, un modèle de prévision météo de haute résolution disponible dans l'océan Indien, la troisième région du monde la plus exposée aux catastrophes naturelles. Aladin a été développé grâce au projet Building Resilience in the Indian Ocean (BRIO).

Vêlayoudom Marimoutou, secrétaire général de la COI, explique qu'il « permet d'effectuer des projections climatiques à une échelle fine. On peut ainsi déterminer des probabilités d'évolution du climat, par exemple les précipitations et les températures, sur une zone agricole, une zone bâtie ou autre. Un géo portail est mis en ligne et accessible à tous les usagers. Ils pourront ainsi consulter les projections climatiques, accéder à des données sur les précipitations et les températures, ainsi qu'à d'autres informations utiles à leurs activités ».

Le changement climatique est une priorité pour tout le monde. Des populations entières sont menacées, certaines communautés sont vouées à devenir des réfugiés climatiques, et les catastrophes naturelles gagnent en fréquence et en intensité.Les simulations climatiques pourront contribuer à la sécurité alimentaire. « Les projections sur une zone agricole peuvent indiquer une probabilité de sécheresse – qui est une information importante pour gérer la ressource en eau – adapter les pratiques culturales, éventuellement modifier les semences », a ajouté Vêlayoudom Marimoutou. Et de souligner l'importance des infrastructures critiques et des barrières naturelles pour l'agriculture, l'économie, et la sécurité alimentaire. « Pour 1 dollar investi dans la prévention, on économise 4 dollars dans la gestion des catastrophes », a fait ressortir le secrétaire général de la COI



INFO RÉGIONALE | MÉTÉO | NEWS

S'appuyer sur ALADIN pour faire face au changement climatique

Le changement climatique est une priorité pour tout le monde. Des populations entières sont menacées, certaines communautés sont vouées à devenir des réfugiés climatiques, et les catastrophes naturelles gagnent en fréquence et en intensité.

Comment faire face à cet enjeu planétaire ?

A travers ALADIN: un modèle de prévision météo de haute résolution disponible dans l'Océan Indien (la troisième région du monde la plus exposée aux catastrophes naturelles). ALADIN a été développé grâce au projet BRIO (Building Resilience in the Indian Ocean.

Son atout principal, selon Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien (COI), est qu'il « permet d'effectuer des projections climatiques à une échelle fine. On peut ainsi déterminer des probabilités d'évolution du climat, par exemple les précipitations et les températures, sur une zone agricole, une zone bâtie ou autre. Un géo portail est mis en ligne et accessible à tous les usagers. Ils pourront ainsi consulter les projections climatiques, accéder à des données sur les précipitations et les températures, ainsi qu'à d'autres informations utiles à leurs activités ».

Les simulations climatiques pourront contribuer à la sécurité alimentaire: « les projections sur une zone agricole peuvent indiquer une probabilité de sécheresse – qui est une information importante pour gérer la ressource en eau – adapter les pratiques culturales, éventuellement modifier les semences » a ajouté le Professeur Marimoutou, qui a aussi souligné l'importance des infrastructures critiques et des barrières naturelles pour l'agriculture, l'économie, et la sécurité alimentaire: « pour 1 dollar investi dans la prévention, on économise 4 dollars dans la gestion des catastrophes ».

Des participants formés à la protection des écosystèmes côtiers et marins



GIS – 19 janvier 2021 : Quelque 200 participants ont reçu des certificats ayant complété avec succès une formation sur les écosystèmes côtiers et marins de Maurice et la protection des mangroves, le 15 janvier 2021, au théâtre Pointe Canon à Mahébourg. Le ministre de l'Autonomisation de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, M. Stephan Toussaint, et le directeur de la *Tourism Authority*, M. Lindsay Morvan, étaient présents à cette occasion.
Le programme de formation est une initiative de la *Tourism Authority* visant les personnes touchées par la marée noire, après l'échouement du vraquier Wakashio sur la côte sud-est, afin de leur faire prendre conscience de l'importance des écosystèmes côtiers et marins, qui sont leur seule source de revenu, et de les informer des façons de mieux protéger l'écosystème.
Lors de son allocution, le ministre Toussaint a salué la volonté et la coopération des Mauriciens qui se sont rassemblés pendant la crise pour limiter les impacts de la marée noire du MV Wakashio. « La détermination d'entreprendre le programme de formation démontre l'engagement des participants et leur sens des responsabilités pour protéger l'écosystème marin », a-t-il déclaré.
Le ministre a, de plus, indiqué que le nettoyage des côtes à Pointe d'Esny et à proximité des Iles aux Aigrettes a été achevé, ajoutant que la deuxième phase des travaux de nettoyage à Pointe d'Esny devra commencer d'ici la fin du mois de février.
Pour sa part, M. Lindsay Morvan a souligné que la formation est une initiative de l'organisation visant à éduquer les participants sur la protection des écosystèmes côtiers et marins de Maurice, et à mieux les équiper dans l'éventualité d'une crise similaire



Madagascar perd 100 000 Ha de forêts par an

Le rapport scientifique « Les fronts de la déforestation : moteurs et réponses dans un monde en mutation » de WWF sorti en janvier 2021 fait état de 24 points chauds de déforestation dont Madagascar.

D'après ce rapport, la Grande île a perdu, entre 2004 et 2017, 700 000 hectares de forêts, dans les zones plus ou moins éparses, qui se trouvent principalement dans l'est et l'ouest du pays. Par ailleurs, 1,3 millions d'hectares de forêts ont été brulés entre 2002 et 2019, et la tendance annuelle est à la hausse.

Les chiffres partagés par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable indiquent qu'en 2020, 67 351 points de feux ont été localisés dans les zones forestières de Madagascar. C'est un record absolu comparé aux chiffres de 2017, 2018 et 2019, avec une augmentation d'environ 11% entre 2019 et 2020. Sur l'ensemble du territoire, (y compris dans les zones non forestières), le ministère a détecté 386 379 points de feux, indique-t-on.

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable fait part d'une perte de 100 000Ha de forêts par an au niveau national due à différentes formes de pression (naturelle et anthropique) dont les feux de brousse, feux de savane, Tavy, coupe et exploitation illicite des ressources naturelles, charbon de bois et bois énergie, défrichements, migration due à la migration paysanne et

Seychelles NATION

Suite de l'article

106 positive Covid-19 cases

One hundred and six (106) new cases of Covid-19 have been recorded since the last update bringing the total number of cases recorded in Seychelles to 972.

The sampling of these cases is spread over two days. 60 of the positive cases were reported on January 19 and 46 on the on January 20.

Of these new cases, 29 are foreigners (including 10 visitors and 19 gainful occupation permit {GOP} holders) and 77 are Seychellois.

Investigation is ongoing to further characterise the cases. Information gathered thus far highlights that among the Seychellois cases, 47 are known contacts of a positive case, or persons under quarantine.
The below table provides more information.

Everyone is advised to keep interactions to immediate households (the persons you live with) only and to avoid gatherings and crowds. Continue to respect and practice the different measures in place to help stop the spread of Covid-19:

- Wear a mask in public places and where physical distancing cannot be maintained
- Practise hand hygiene regularly
- Avoid gatherings and crowds
- Avoid sharing objects
- Practise physical distancing of more than 1 metre

CONSEIL INTERMINISTÉRIEL

Les autorités sanitaires confirment la présence du variant sud-africain

La ministre de la Santé a annoncé la présence du variant sud-africain aux Comores. Compte tenu de la situation, le chef de l'Etat, Azali Assoumani, s'adressera à la Nation ce lundi 25 janvier. De nouvelles annonces sont attendues. Tout laisse croire à un renforcement des mesures pour mieux protéger la population contre la propagation de ce variant jugé «très contagieux».

Par **Yahya Zakaria**

Un conseil interministériel spécialement consacré à la pandémie du Coronavirus s'est tenu samedi au palais présidentiel de Beit-Salam sous la présidence du chef de l'Etat, Azali Assoumani. La rencontre a été élargie aux différents médecins ainsi qu'aux comités de prise en charge insulaires.

Dans son compte-rendu à la presse, la ministre de la Santé, Loub Yacout Zaidou, a, d'abord confirmé la présence du variant sud-africain aux Comores. «*Comme vous le saviez, nous avions envoyé 11 échantillons au laboratoire Kemri à Nairobi et nous venons d'avoir la confirmation que le variant sud-africain circule actuellement dans le pays*», a-t-elle déclaré.

«Ce variant est très contagieux»

Loub Yacout Zaidou a conseillé la population à rester chez elle et à éviter les sorties qu'en cas d'urgence car «*ce variant est très contagieux*», selon ses termes. «*Nous ne le répéterons pas assez, mais il est important d'éviter les rassemblements, de porter les masques et de se laver les mains car avec ce variant, la contamination se fait rapidement*», a-t-elle souligné.



En ce qui concerne le traitement, la ministre de la Santé a tenu à préciser que le traitement utilisé lors de la première vague est le même pour cette seconde vague. «*Ce traitement répond parfaitement. Il est important de se présenter aux urgences dès les premiers symptômes et éviter surtout l'automédication. L'hôpital est l'unique et seul endroit pour une meilleure prise en charge. Déjà, nous avons un taux de guérison de 61%, ce qui est important à souligner*», a-t-elle informé. La ministre a, par ailleurs, annoncé que les ministres ont longuement échangé sur les différentes mesures à mettre en œuvre pour lutter contre la pandémie. Elle a ensuite fait savoir que le chef de l'Etat s'adressera à la Nation ce lundi 25 janvier. Tout laisse croire à renforcement des mesures pour mieux protéger la population contre la propagation de ce nouveau variant du virus■

COVID-19/DEUXIÈME VAGUE

Les maires et les préfets en ordre de lutte

Le chef de l'Etat Azali Assoumani avait reçu plutôt dans la journée de samedi, les maires et les préfets pour une concertation avec ces derniers ainsi que toutes les personnes impliquées dans la lutte contre cette maladie. «*Nous avons essayé de partager ensemble un certain nombre de problèmes liés effectivement à la lutte contre cette maladie pour essayer de faire en sorte qu'elle ne se propage pas*», a évoqué Zarouki Bouchrane, maire de la ville de Mutsamudu.

En effet, ce dernier a rappelé que certaines communes avaient déjà pris certaines mesures et espère que le chef de l'Etat, dans son discours à la Nation prévu ce lundi, va renforcer ces mesures pour circonscrire la maladie. Même réaction pour Achraffi Djambae, préfet de Mitsamihuli, qui a d'abord fait savoir que la «*vitesse à laquelle la contamination du virus se fait, a de quoi faire peur*». Il a ensuite déclaré que la réunion avec le chef de l'Etat s'était focalisée sur la sensibilisation. «*Il faut à tout prix éviter les rencontres et limiter les écarts, et respecter toutes mesures prises par le gouvernement. Nul n'est censé ignoré la loi*», a-t-il rappelé.

PANDÉMIE COVID -19/
UNION DES COMORES

Communiqué N°120

La journée du 23 janvier 2021, le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre a enregistré.

Source: Ministère de la Santé

	Ngazidja	Ndzuwani	Mwali	Total
Nouveaux cas	73	25	2	100
Cas actifs	537	309	29	875
Cas cumulés	1226	560	474	2260
Nouveaux guéris	0	17	0	17
Guéris cumulés	666	232	417	1315
Nouveaux Décès	6	1	0	7
Décès cumulés	23	19	28	70

Covid-19 : 6 nouveaux décès, 442 nouveaux cas, le taux de positivité en hausse

Le taux de positivité à la Covid-19 ne cesse de croître dans la Grande Ile. Entre le 16 et le 22 janvier, on compte 442 nouveaux cas sur 2 968 tests effectués, soit un taux de positivité de 14,89%, contre moins de 4% en avril et environ 8% début juin 2020. De son côté, le gouvernement rassure sur la non tenue du reconfinement. Les autorités indiquent le contrôle de la situation. Mais les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le coronavirus revient en force et frappe de plus en plus de personnes. Toujours parlant de cette assurance dont font preuve les autorités, ils mettent en avant les remèdes malgaches, le CVO et le CVO+. Et c'est le silence radio concernant le vaccin, du moins officiellement. Il convient de rappeler que la porte-parole du gouvernement a une fois évoqué que Madagascar n'adhère pas au programme de vaccination contre la Covid-19 puisque nos remèdes s'avèrent efficaces. Mais qu'en sera-t-il si dans le futur les pays étrangers interdisent l'accès sur leur territoire des voyageurs des pays n'ayant pas participé au programme de vaccination ? Ou encore s'ils proscrivent le déplacement de ces citoyens dans lesdits pays ? Bref pour revenir à la situation hebdomadaire du coronavirus, on déplore également 6 nouveaux décès dont 3 à Analamanga, 2 dans le Vakinakaratra et 1 dans la Haute Matsiatra. Sur les 442 nouveaux patients recensés, 39 développent une forme grave de la maladie. Si réellement les CVO et CVO+ sont efficaces pour lutter contre la Covid-19, qu'attendent les autorités malgaches pour renforcer la sensibilisation à la prise de ces remèdes et aller jusqu'à en distribuer gratuitement compte tenu des difficultés financières qui frappent les citoyens ?

A.N.

Covid-19 : trois membres du corps médical et un personnel navigant de MK testés positifs

Le ministère de la Santé confirme 12 nouveaux cas positifs de Covid-19 dans le pays. Parmi, trois membres du personnel soignant qui étaient en quarantaine au centre récréatif de Pointe-aux-Sables après leur service dans une facilité d'isolement du ministère. Ils sont toutefois asymptomatiques et présentent un état de santé stable.

Un membre du personnel navigant d'Air Mauritius a également été testé positif. Il était en isolement à domicile, selon le protocole établi.
Par mesure de sécurité, les contacts proches du patient de même que ses collègues, avec qui il a effectué son dernier vol, seront placés dès ce lundi dans un centre d'isolement sous la supervision du ministère de la Santé.
D'autre part, huit autres nouveaux cas importés de Covid-19 ont été détectés en quarantaine.

De ce fait, Maurice a enregistré à ce jour 568 cas de la COVID-19 dont 10 décès alors que 525 personnes ont été guéries de la maladie.
Le nombre de cas actifs à Maurice est de 32.

1 269 personnes sont actuellement en quarantaine.

Pravind Jugnauth : « La priorité, redémarrer le secteur touristique »



Les 100 000 doses de vaccin contre la Covid-19 sont enfin à Maurice. Le Premier ministre a indiqué que grâce à celles-ci, « la priorité est de protéger la santé publique» et que redémarrer le secteur touristique est de brûlante actualité. Ce secteur a été grandement affecté, selon lui.

« 50% des Frontliners auront droit à leur première injection et la 2e se fera après 28 jours », a-t-il indiqué ce vendredi 22 janvier à l'aéroport de Maurice. Il a, au cours de son discours longuement remercié le gouvernement indien . « Nous sommes chanceux d'être parmi les pays amis de l'Inde. Nous saluons cette noble mission de la Grande Péninsule. »

Il a aussi rappelé que le gouvernement mauricien avait mis sur pied un High Level Committee "après que la Chine ait annoncé au monde la propagation du virus." Selon lui, ils étaient nombreux, ceux qui « ti ena ban expert auto proclame ki ti créer psychose ». Il a indiqué que plusieurs institutions internationales prennent en exemple notre pays.



Secteur tourisme : 2021 s'annonce encore plus compliquée que 2020

Le secteur tourisme demeure l'un des secteurs les plus sévèrement affectés par la crise sanitaire à Madagascar, et sans visibilité de reprise, indique la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM).

Selon les propos de Aina Raveloson, nouvelle présidente du Conseil d'Administration de CTM, 2021 s'annonce encore plus compliquée que 2020 pour le secteur. « *L'enjeu est immense et nous collaborons avec le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers pour sauver un maximum d'emplois. Car contrairement à ce que l'on peut penser, le tourisme est majoritairement constitué de micro et petites entreprises, voire d'individus et de familles fragilisés aujourd'hui, car dépendants directement ou indirectement des revenus du tourisme* », indique-t-elle.

Tout au long de cette crise, la Confédération du Tourisme de Madagascar qui représente 600 entreprises et 40.000 emplois directs a porté la voix des opérateurs touristiques au niveau du secteur public, des Partenaires Techniques et Financiers, des médias et du grand public, pour tenter de sauver le secteur du tourisme qui contribue fortement à l'économie du pays.

Cette année, les opérateurs touristiques se mobilisent pour remonter la pente, et ont récemment élu un nouveau Conseil d'Administration au cours d'une Assemblée Générale Elective. Aina Raveloson est la nouvelle Présidente du Conseil d'Administration succédant à Patrice Raoull. Tojosoa Razafimahefa est reconduit au poste de Vice-Président tandis que Davy Marechal est élu Second Vice-président et François-Xavier Mayer élu trésorier. Cette élection insuffle un nouvel élan avec l'intégration de nouveaux administrateurs, souligne-t-on.

Suite de l'article